

AMBIGUÏTÉ ?

Les évidences des uns, le prophétisme des autres donnent le plus souvent une image déformée de l'Afrique du Sud. Regardée avec attention, sans trop de passion (ce qui n'est pas facile quand on considère les aberrations auxquelles a abouti l'apartheid), la société sud-africaine est un défi à toute analyse réductrice.

L'apartheid a créé une société à la fois strictement séparée et racialement hiérarchisée. Il n'a fait ainsi qu'engendrer de multiples incohérences. La société sud-africaine, cramponnée à des systèmes d'exclusion sociale fondés sur la race, n'existe que par les contradictions qu'elle génère. Si l'apartheid impose une séparation des races, il n'a pas réussi à éviter un métissage du système de production, des cultures et des comportements. De la langue afrikaans largement constituée par les Métis du Cap, en passant par l'occidentalisation des modes de vie des Noirs, et par l'enthousiasme des Blancs pour la musique et les spectacles noirs, qu'en est-il de cette « pureté » qui demeure le fondement du régime de Pretoria ?

L'Afrique du Sud est un magma dans lequel les éléments les plus incompatibles poursuivent en grand secret des stratégies souvent semblables. L'apartheid est parvenu à cloisonner suffisamment la population pour que chaque groupe soit dans l'impossibilité de créer seul la nouvelle société. Une population toujours plus politisée tente de s'auto-organiser mais ne réussit ni à se faire entendre au niveau national, ni à résoudre les divisions suscitées tant par le régime que par des stratégies politiques non dénuées d'opportunisme personnel.

Le régime blanc, enfermé dans ses contradictions, sûr de sa force mais incertain de son pouvoir, met en œuvre des semi-réformes dont l'incohérence apparente ne s'explique que par l'existence d'un projet social soigneusement dissimulé et protégé par un dispositif de répression très puissant.

Le verbe joue dans ces conditions un rôle essentiel ; et le foisonnement de sigles, d'institutions, de projets ou de commissions censés produire un nouveau discours, fonctionne en fait comme une parole-spectacle. L'évolution terminologique n'est pas gratuite. Elle seule peut exprimer des réformes qui n'en sont pas et qui ne remettent pas fondamentalement en cause le régime (1). « Dispositif cosmétique », comme le craint R. Cohen, le vocabulaire, d'une sophistication déconcertante, ne réussit pas à masquer les angoisses qu'il s'applique à exorciser (2).

L'Afrique du Sud, aussi bien dans la parole de ses acteurs que dans les mouvements qu'elle porte, est une réalité ambiguë, tout autant et encore plus que l'Afrique noire à la veille des indépendances. Et ce n'est certainement pas un hasard si R. Cohen, dans sa conclusion sur la fin de l'apartheid, observe qu'en Afrique noire comme en Afrique du Sud, la solution politique, la prise du pouvoir d'État, ne met pas nécessairement fin à l'ordre — ou au désordre — établi :

« En Afrique tropicale, la décolonisation signalait la fin formelle de l'empire. Elle ne préfigurait pas une indépendance plus substantielle. De même, en Afrique du Sud, l'avènement d'une majorité noire ne signifie pas la fin de l'apartheid mais son abolition légale et formelle. La Charte de la liberté proclame hardiment que « toutes les lois et pratiques de l'apartheid doivent être abandonnées ». Le premier objectif est aisé à atteindre, mais l'héritage des pratiques de l'apartheid, lui, ne sera pas facile à déraciner et à détruire » (3).

Les solutions à l'emporte-pièce qui devraient régler une fois pour toute les problèmes en suspens sont illusoire, surtout dans une société où imbroglia, métissage et art du brouillage politique sont de règle.

Nous nous sommes appliqués dans ce numéro à rendre compte de cette situation confuse, où « l'entre-deux » s'oppose aux classements rigides définis par l'apartheid. Les « évidences idéologiques » sur lesquelles repose le nationalisme raciste afrikaner, analysé par P. Coquerel, sont prises en défaut par l'hybridation des pratiques sociales et artistiques. La musique africaine en particulier, indique D. Martin, exprime à bien des égards cette fusion des groupes et des cultures qui sont de l'ordre de l'interdit.

La politique gouvernementale, elle-même, est un véritable patchwork dont les éléments contradictoires s'entremêlent dans un fouillis politique qui cache cependant des projets mûrement déterminés. D'un côté, en effet, l'État blanc procède à une militarisation généralisée de la société, afin de parer à toute éventualité, comme le montre D. Darbon ; de l'autre, des solutions de rechange sont préparées de façon à assurer la continuité dans le changement.

(1) Voir plus loin le « Petit lexique sud-africain ».

(2) R. Cohen, *Endgame in South Africa* ?

Londres, James Currey ; Paris, Unesco Press, 1986, p. 6.

(3) *Ibid.*, p. 95.

Le travail très important de W. Cobbett, D. Glaser, D. Hindson et M. Swilling, largement diffusé dans les milieux intellectuels sud-africains, nous révèle justement les perspectives qui semblent se dégager. La réforme des pouvoirs locaux et régionaux, en particulier, se situe déjà dans l'au-delà du système actuel et annonce ce que pourrait être un État fédéral — acceptable pour les « modérés » et l'opinion internationale... —, mais qui maintiendrait l'essentiel des inégalités actuelles. Encore que, concluent ces chercheurs sud-africains, certaines de ces réformes seraient susceptibles d'ouvrir des espaces de liberté dans lesquels pourraient s'enraciner des forces nouvelles pour des transformations plus radicales.

Cependant, les réformes créent autant de problèmes qu'elles en résolvent. Comme le montre le travail d'A.-M. Goguel sur la crise de l'éducation, au fur et à mesure que l'éducation se généralise, ce que l'on ne saurait nier, les attentes des groupes subalternes deviennent plus pressantes : l'école est actuellement en Afrique du Sud l'un des lieux où les contestations sont les plus vives et les plus dures. La réforme, dans ces conditions, est une véritable machine infernale.

Enfin, rien n'est simple du côté des initiatives de la communauté noire. La percée du syndicalisme noir dont parle H. Leenhardt est certaine. La toute jeune centrale syndicale qu'est le COSATU (Congress of South African Trade Unions) est le plus grand mouvement de travailleurs que l'Afrique du Sud ait connu ; et cela donne une force redoutable à ceux dont l'apartheid bâillonne la parole. Cependant, ces nouvelles forces doivent aussi compter avec des éléments plus conservateurs, notamment avec le « nationalisme » zoulou du chef Buthelezi et de son organisation, Inkatha. A lire R. Borenstein, on réalise à quel point celui que l'on présente souvent comme un leader de compromis et un interlocuteur « modéré » a déjà installé dans les zones qu'il contrôle un pouvoir fort, voire totalitaire, dont certains libéraux pourraient bien, toutefois, s'accommoder.

En insistant sur l'extrême complexité de la situation sud-africaine, nous n'avons pas cherché à être des casseurs de rêve. Plus modestement, nous avons voulu montrer que l'ambiguïté exige une grande lucidité d'analyse. L'Afrique ambiguë de G. Balandier y parvenait voici trente ans : à nous d'en retenir la leçon pour la dernière entreprise d'émancipation du continent africain.

C.C.-D.D.

Ce numéro a été préparé par Christian Coulon
et Dominique Darbon.
Centre d'étude d'Afrique noire, Bordeaux.

SIGLES

AEC	Atomic Energy Corporation
ANC	African National Congress
ARMSCOR	Armaments Development and Production Corporation
ASSOCOM	Association of Chambers of Commerce of South Africa
AWB	Afrikaner Weerstand Beweging (Afrikaner Resistance Movement)
AZACTU	Azanian Confederation of Trade Unions
AZAPO	Azanian Peoples' Organisation
AZASO	Azanian Students' Organisation
BOSS	Bureau of State Security
CBD	Central Business Districts
COIN	Counter-Insurgency
COSAS	Congress of South African Students
COSATU	Congress of South African Trade Unions
CSIR	Council for Scientific and Industrial Research
CUSA	Council of Unions of South Africa
DCDP	Department of Constitutional Development and Planning
DONS	Department of National Security
EC	Executive Committees
EDP	Economic Development Programme
ESCOM	Electricity Supply Commission
FCI	Federated Chamber of Industries
FOSATU	Federation of South African Trade Unions
HSRC	Human Sciences Research Council
ICU	Industrial and Commercial Workers Union
ISCOR	Iron and Steel Corporation
KLA	KwaZulu Legislative Assembly
MAWU	Metallurgy and Allied Workers Union
MIS	Military Intelligence Service

NIS	National Intelligence Service
NP	National Party
NSMS	National Security Management System
NUM	National Union of Mineworkers
NUSAS	National Union of South African Students
PAC	Pan Africanist Congress
PC	President's Council
PF	Permanent Force
PFP	Progressive Federal Party
RDAC	Regional Development Advisory Committees
RSA	Republic of South Africa
RSC	Regional Services Council
SABA	South African Black Alliance
SABC	South African Broadcasting Corporation
SACTU	South African Congress of Trade Unions
SADF	South African Defence Force
SAP	South African Police
SASO	South African Students' Organisation
SASOL	South African Coal, Oil and Gas Corporation
SP	Security Police
SPOCAS	Study Project on Christianity in Apartheid Society
SSC	State Security Council
TNS	Total National Strategy
TUCSA	Trade Union Council of South Africa
UDF	United Democratic Front
UWUSA	United Workers Union of South Africa
WHAM	Winning Hearts and Minds
ZANLA	Zimbabwe African National Liberation Army